



Bulletin ARCRE-PECRE n° 261

(17.05.18)

Chers Lecteurs et Lectrices,

Voici les 10 premiers articles reportés sur notre site depuis le dernier numéro. Vous pouvez facilement consulter l'ensemble des articles publiés dans la section « [Archives](#) » et sur nos pages [JoinDiaspora*](#) et [Facebook](#). Vos commentaires sont toujours les bienvenus, sur le site ou par mail.

Pour ARCRE, Marc Léonard.

Table des matières

ÉVÉNEMENTS – ACTUALITÉS.....	2
Compte-rendu de la 3e journée mariale islamo-chrétienne à Notre-Dame d'Afrique (5 mai '18).....	2
Ensemble contre la violence par GRIC Tunis.....	3
France: Des intégristes troublent une rencontre interreligieuse entre musulmans et chrétiens. .	4
En Mauritanie, le blasphème est désormais puni par la peine de mort.....	5
ANALYSES - OPINIONS – DÉBATS.....	5
Consultation des « Musulmans de France »... Vraiment?.....	5
ONU: l'«efficacité avérée» des organisations confessionnelles (Zenit).....	7
Tanzanie: les semi-nomades Masai menacés par le business touristique.....	7
Lessons about history by twitter: two South Africans go head-to-head on slavery (The Conversation).....	8
Why it's wrong to blame South Africa's woes on Mandela's compromises.....	11
VU POUR VOUS.....	14
Représentation: Le Jardin, pièce de Malène Daquin.....	14
LU POUR VOUS.....	15
Musulmans & non-musulmans. Rencontres et expériences inédites (Compte-rendu).....	15
INVITATIONS - ÉVÉNEMENTS.....	17
AUTRES ARTICLES DE LA SEMAINE SUR ARCRE.ORG.....	18

ÉVÉNEMENTS – ACTUALITÉS

Compte-rendu de la 3e journée mariale islamo-chrétienne à Notre-Dame d'Afrique (5 mai '18)



En 2016 le jeune recteur de la Basilique Notre-Dame d'Afrique, le P. Anselme Tarpaga, du Burkina Faso, lance un projet osé et risqué: organiser une journée mariale islamo-chrétienne. Convaincu de l'importance de créer des espaces de convivialité et de réflexion, il veut vivre pleinement le charisme des Pères Blancs sans être ni dans l'attentisme ni dans la figuration : il veut avec tous ses confrères devenir un acteur engagé et d'autre à d'autres le

goût du dialogue.

Et en 2018 cette initiative des Pères Blancs s'est déjà confirmée comme un rendez-vous amical et ouvert à tous ceux qui, en Algérie, souhaitent favoriser l'amitié entre chrétiens et musulmans. À Alger la Basilique de Notre-Dame d'Afrique, avec son cadre exceptionnel et sa renommée de lieu de paix et de spiritualité ouverte est le lieu idéal. Merci aux autorités civiles et religieuses qui se sont associées d'une manière ou d'une autre à la réussite de la journée.

Le «marché d'artisanat» prévu sur l'esplanade n'a pas eu lieu pour des raisons de calendrier, mais c'est peut être une chance car le fort vent et la pluie intermittente auraient dispersés les acheteurs... et même les produits !

L'information avait été diffusée par des affiches et dépliants, par les réseaux sociaux modernes, par nos listes d'amis et bienfaiteurs, par la presse locale (merci à nos amis ayant fait jouer leurs contacts et attiré l'attention des journalistes nationaux et étrangers ainsi que des diverses chaînes de télévision) : au total plus de 300 cartes d'accès avaient été sollicitées à travers notre site web. D'autres personnes sont arrivées avec l'espoir de trouver «une petite place vide» car le sujet du vivre ensemble les intéressait grandement.

Lorsque le P. Michael O'Sullivan, recteur de la Basilique, adresse le mot de bienvenue aux assistants, la nef de la basilique est pleine comme un œuf grâce à la présence des simples citoyens, des représentants des autorités civiles (wali-préfet, maire) des membres du corps diplomatique, du représentant du ministère des affaires religieuses et des waqf, des associations, des chercheurs, quelques « has been » et une bonne partie de la communauté catholique d'Alger dans sa diversité. L'archevêque d'Alger Mgr Paul Desfarges et l'imam Cheikh Hamdan Sahalli (de la mosquée « Al-Oumma » dans notre quartier) ont également pris la parole pour dire l'importance de la journée et du thème. À 10h40 commençait la table ronde tant espérée. Voici, rapidement des intervenantes car toutes les prises de parole, sauf une, ont été assurées par des femmes :

- Mme Malika LAFER (co-animatrice du programme « Connaître l’Islam » sur Alger chaîne 3) : Éduquer à travers la radio.
- Mme Samira Mekhaldi (« mourchida » ou guide religieuse): Expérience féminine de transmission de la foi.
- Mme Fazia Belaidi : La Revue Hayat (coéditée par le croissant Rouge d’Alger et Caritas Algérie): une expérience islamo-chrétienne en faveur des femmes.
- Mme Felicia Volpicella (catéchiste de la communauté italoophone) : Les adolescents et leur éducation dans un contexte de minorité religieuse et linguistique.
- Dr Mustafa CHERIF (ancien ministre et ambassadeur algérien) : La Sainte Vierge Marie vénérée par les musulmans, conformément au Coran et à la Tradition prophétique.

Deux entractes musicaux, magistralement interprétés, par le maestro Djamel Ghazi ont permis à l’assistance de préparer les questions destinées aux intervenants lors de deux tours de questions.

Les assistants ont interpellés tel ou tel intervenant, en arabe ou en français, mais aussi les autorités responsables de la préservation du patrimoine et de la diversité culturelle et religieuse de l’Algérie. On sentait dans les questions du public, inhabitué aux grandes discussions philosophiques, un réel désir de vivre en paix et harmonie. ... [\[Lire la suite...\]](#)

Ensemble contre la violence par GRIC Tunis

À l’invitation du Groupe de Recherche Islamo-Chrétien de Tunis, s’est tenue, le 14 avril 2018 à la bibliothèque diocésaine de la ville, une rencontre sur le thème : «Ensemble contre la violence» qui s’inscrit dans le mouvement «Ensemble avec Marie». Les interventions constituent une part des travaux des différentes sections du GRIC sur le thème “Monothéisme à l’épreuve de la violence”.

Asma Nouira, coprésidente musulmane du GRIC International a présenté une réflexion «À l’origine de l’inégalité Homme-Femme : Ève dans la tradition musulmane». Dans le Coran aucun verset ne décrit la création d’Ève, par contre divers commentateurs y compris modernes et les Hadiths reprennent les récits bibliques.

Marie-Josèphe Horchani dans «Vous avez dit martyr ?» a tenté de mettre en lumière l’évolution différente en arabe et en français du mot martyr ayant au départ le même sens à savoir d’être Témoin.

Md Sghir Janjar a proposé «une brève réflexion sur les racines de la violence terroriste», alliant des résultants d’enquêtes récentes et une réflexion très pertinente, rejoignant celle de Hannah Arendt.

Samia Lajmi s’est interrogée sur les «Nouvelles formes de religiosité et radicalisation violentes des jeunes tunisiens», résultat d’un déficit de reconnaissance de la part d’un pays qui ne fait plus rêver ses enfants alors que les prédicateurs-recruteurs leur proposent la reconstruction d’une identité personnelle et sociale.

Abderrazak Sayadi nous a fait découvrir la «Lecture d’un texte djihadiste: l’administration de la sauvagerie» dont l’auteur est un des penseurs du Jihad Aboubaker El Naji, qui développe une

pensée de haine, structurée, invitant à ne suivre ni les imams, ni les frères musulmans corrompus par la démocratie.

Enfin, Nadia Ghrab a explicité «Le concept de non-violence dans différents contextes religieux», à travers les exemples de Gandhi, Martin Luther King et Jawdat Said, rappelant tous les trois que la non-violence est à l'opposé de la soumission à des situations d'injustice, qu'elle suppose l'opposition active et le respect absolu de la dignité des tous les protagonistes.

Sœur Maria Rohrer, a modéré cette rencontre avec efficacité.

Le Père Nicolas Lhernould a doucement conduit l'assistance, nombreuse, vers un silence méditatif par un très beau chant de la liturgie chrétienne melkite byzantine en Syrie et en Irak, avant un partage de nourritures plus terrestres.

Vous trouverez [sur cette page de gric-international.org](http://sur.cette.page.de.gric-international.org) les 3 messages audio correspondant à cette rencontre.

[France: Des intégristes troublent une rencontre interreligieuse entre musulmans et chrétiens](#)

Samedi 5 mai, un groupe de jeunes est entré à la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, pour contester et perturber une rencontre entre musulmans et chrétiens.

Quelques centaines de personnes, musulmanes et chrétiennes, étaient rassemblées samedi 5 mai à la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, à Paris, pour participer à une rencontre sous l'égide du mouvement « Ensemble avec Marie ». Mais ce rassemblement a très rapidement tourné en une confrontation éprouvante.

À peine dix minutes après le début de la rencontre, un premier individu s'est levé pour contester cette initiative interreligieuse, la qualifiant de « blasphème ». Un groupe d'une trentaine de jeunes s'est mis à entonner des « Je vous salue Marie ».

L'assemblée, prise de court dans un premier temps, est parvenue à reléguer les perturbateurs aux rangs du fond, mais ceux-ci ont poursuivi leurs litanies tout au long de la rencontre et distribué des tracts aux personnes présentes.

« C'était très perturbant », raconte Gérard Testard, président de l'association Efesia à l'initiative de ces rassemblements. « Ils ont passé une heure et demie à essayer d'empêcher la rencontre. » Il regrette surtout le message que portaient ces jeunes, âgés de 15 à 25 ans selon lui, qui prétendent posséder la « vérité objective ». « Pour eux, toute personne qui souhaite dialoguer est relativiste. Les musulmans, il faut les convertir, point », soupire-t-il.

[... Lire la suite: [\[France\]Des intégristes troublent une rencontre interreligieuse entre musulmans et chrétiens](#)], Joséphine Kloeckner, La Croix-Africa, 05/05/18.

En Mauritanie, le blasphème est désormais puni par la peine de mort

Le 27 avril, le parlement mauritanien a renforcé sa législation contre le blasphème.

Désormais, le crime de blasphème est puni par la peine capitale.

L'Assemblée nationale mauritanienne a adopté un texte qui durcit l'article 306 du Code pénal relatif au crime d'apostasie.

L'ancien texte du Code pénal stipulait que « tout musulman coupable de crime d'apostasie, soit par parole, soit par action de façon apparente ou évidente, sera invité à se repentir dans un délai de 3 jours ».

La nouvelle loi supprime la possibilité de se repentir pour certaines infractions liées à l'apostasie. Elle rend la peine de mort obligatoire en cas de « propos blasphématoires » et d'« actes sacrilèges ». Pour justifier ce durcissement, le ministre de la défense, Mamadou Bathia Diallo, a expliqué que les dispositions de l'ancien texte de loi « sont en contradiction avec la doctrine malékite » qui est celle de l'État. Il a ajouté que la nouvelle loi intervient pour corriger ce « dysfonctionnement ».

Lire la suite: [En Mauritanie, le blasphème est désormais puni par la peine de mort](#), Lucie Sarr, La Croix-Africa, 08/05/18.

ANALYSES - OPINIONS – DÉBATS

Consultation des « Musulmans de France »... Vraiment?

The image shows a screenshot of a web browser displaying a consultation page. The URL in the address bar is <https://consultationdesmusulmans.fr>. The page has a dark blue header with the title 'Comment ça marche ?'. Below the title, there are three numbered steps: 1. 'Cette consultation très simple vise à recueillir l'opinion des musulmans qui vivent en France et leurs suggestions, sur la manière dont leur culte devrait être organisé (quelles structures, quelle représentation, quelles priorités). La consultation est construite sur des questions courtes et des phrases auxquelles il vous est proposé de réagir.' 2. 'Vos réponses sont strictement confidentielles et anonymes. Vous pouvez également faire participer les membres de votre famille et entourage, notamment les personnes qui n'ont pas un usage habituel d'internet (en remplissant un formulaire pour chaque personne).' 3. 'Cette consultation vise à inclure le maximum de personnes, afin d'être vraiment utile et significative. Merci donc de la diffuser le plus largement possible (mails/réseaux sociaux/sms/associations/etc).' Below the steps, there is a yellow button that says 'JE PARTICIPE !'. At the bottom of the page, there is a yellow banner with the text 'c'est votre voix qui compte !' and another yellow banner with the text 'Pour le faire remplir à des proches, Partagez !'. At the very bottom, there is a small text: 'Merci infiniment d'avoir pris le temps de remplir ce petit questionnaire. S'il vous plaît, prenez aussi le temps de le diffuser et de le partager autour de vous, par mail, whatsapp, facebook, twitter...'

Quelle validité des (futurs) résultats?

Marwan Muhammad, statisticien et ancien directeur du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), a lancé « La Grande Consultation des Musulmans » pour « Valoriser la richesse et la diversité des communautés musulmanes en France. Travailler de manière autonome et constructive sur les questions qui les touchent.

En soi, l'idée n'est pas mauvaise: donner la parole aux musulmans.

Parmi les 17 questions posées, une bonne moitié concerne les instances nationales chargées d'organiser le culte musulman en France, à commencer par le Conseil français du culte musulman (CFCM) : font-elles du bon travail ? Sont-elles seulement nécessaires ? D'autres questions concernent le traitement médiatique des musulmans et les personnalités qui donnent une image positive ou négative de ces communautés en France. Enfin, le questionnaire comporte quelques questions ouvertes, « les plus importantes » selon Marwan Muhammad. [Extrait de: [Perplexité autour d'une consultation surprise des musulmans de France](#) par Mélinée le Priol, La Croix, 10/05/18]

Le problème

Le troisième point de la section « Comment ça marche? » de la page d'accueil: « Cette consultation vise à inclure le maximum de personnes, afin d'être vraiment utile et significative. Merci donc de la diffuser le plus largement possible (mails/réseaux sociaux/sms/associations/etc). »

Cette large inclusion me semble invalider les résultats: n'importe qui peut remplir le formulaire autant de fois qu'il le désire !

En effet, il n'est pas nécessaire de déclarer:

- que vous êtes musulman
- que vous êtes Français, habitez en France, ou ayez un quelconque rapport avec la France
- votre adresse mail ou n'importe quelle autre méthode d'identification qui vous empêcherait de répondre à cette consultation plusieurs fois.

Des solutions?

Il est difficile d'imaginer comment les résultats reçus pourraient être filtrés, même si l'adresse IP et/ou l'adresse machine des répondants est enregistrée: plusieurs personnes utilisant le même ordinateur et la même connexion peuvent y répondre de « bonne foi ».

Revoir le formulaire et trouver une méthode de limiter le nombre de participants me semble indispensable. Mais comment et sur quelles bases?

L'idée d'une consultation des « musulmans qui vivent en France » reste excellente, encore faudrait-il pouvoir les dénombrer... Cependant,

« La vraie question, c'est : pour qui ou pour quoi travaille-t-il [Marwan Muhammad]? », grince un acteur connu de la lutte antiraciste, qui souhaite rester anonyme. D'autant que l'homme s'empare volontiers de la légitimité des organisations déjà en place. Dans sa tribune dans [Le Monde](#), Marwan Muhammad pointe ainsi « l'interminable déshérence » du

Conseil français du culte musulman (CFCM), accusé à mots couverts de donner trop de poids aux pays étrangers désireux de garder la main sur leur diaspora.[Extrait de [Islam : la «consultation des musulmans français» en question](#) par Robin Korda, Le Parisien, 09/05/18].

Voir aussi

[Une consultation des musulmans de France dirigée par Marwan Muhammad : qu'en dit le CFCM ?](#)
par Hanan Ben Rhouma, Saphir News, 09/05/17

M. Léonard.

ONU: l'«efficacité avérée» des organisations confessionnelles (Zenit)

Les mentionner dans les Pactes mondiaux

Les organisations confessionnelles sont «non seulement pertinentes mais cruciales pour l'aide des migrants et des réfugiés, mais aussi pour le travail des États qui s'en occupent», déclare Mgr Auza qui demande leur reconnaissance dans les «Pactes mondiaux».

Mgr Bernardito Auza, nonce apostolique et observateur permanent du Saint-Siège auprès des Nations Unies, a prononcé le discours d'ouverture de l'événement parallèle intitulé «Partage du parcours des migrants et des réfugiés : une perspective interconfessionnelle sur les Pactes mondiaux» aux Nations Unies, à New York, le 3 mai 2018.

Les organisations confessionnelles sont «uniques dans leur portée et leur présence à tous les stades du voyage migratoire», a insisté Mgr Auza. Elles comblent souvent « des lacunes dans les services aux migrants que les gouvernements et d'autres acteurs de la société civile sont incapables de combler – ou sont réticents à le faire – par leurs propres moyens ». Il a souligné « l'efficacité avérée des organisations confessionnelles dans l'assistance aux réfugiés et aux migrants ». [...Lire la suite: « [ONU: l'«efficacité avérée» des organisations confessionnelles, par Mgr Auza \(traduction complète\)](#)», Hélène Ginabat, Zenit, 07/05/18]

Tanzanie: les semi-nomades Masai menacés par le business touristique

Un rapport du Oakland Institute dénonce des intimidations envers les éleveurs qui pâtissent de conflits fonciers et doivent céder la place aux touristes et aux chasseurs.

« La région du Serengeti, au nord de la Tanzanie, est mondialement connue pour la richesse de sa faune sauvage, qui attire chaque année des milliers de touristes et de chasseurs. Cette terre est également, depuis toujours, celle des Masai, non moins célèbres éleveurs semi-nomades qui vivent entre le Kenya et la Tanzanie.

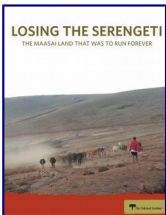
« Dans son rapport *Perdre le Serengeti*, la terre Masai qui devait durer pour toujours, publié jeudi 10 mai, le Oakland Institute s'alarme des conflits générés par la compétition autour de l'usage de

cette vaste plaine. Le think-tank californien, qui travaille notamment sur les conflits fonciers, a mené trois ans de recherches sur la zone de Loliondo, au nord-est du Serengeti.


Sa conclusion : un long processus entamé à l'époque coloniale a provoqué une limitation drastique des terrains accessibles aux Masai. Une tendance renforcée par le tourisme, avec le développement d'aires protégées (le parc national du Serengeti n'est plus habitable depuis les années 1950), de zones réservées aux safaris ou aux lodges, contrôlées par l'Etat ou par des sociétés privées et qui n'offrent plus assez de surface aux Masai pour faire paître leur troupeau ou cultiver des parcelles de terres, affirme-t-il. » [... **Lire la suite de** « [En Tanzanie, les Masai sont rejetés hors de leurs terres au nom de la protection de la nature](#) » par Marion Douet, Le Monde, 10/05/18]

« [...] The report specifically exposes what it describes as the devastating impact of two foreign companies on the lives and livelihoods of the Maasai villagers in the Loliondo area of the Ngorongoro District—Tanzania Conservation Ltd (TCL), a safari business operated by the owners of Boston-based high-end safari outfitter Thomson Safaris; and the United Arab Emirates (UAE)-based Ortello Business Corporation (OBC), which runs hunting excursions for the country's royal family and their guests. » [... **Read more:** « [Is Tourism Displacing Tanzania's Maasai?](#)« , Mia Taylor, Travel Pulse, 11/05/18]

Le rapport est disponible ici:



Download PDF (size: 1.52 MB)  [Losing the Serengeti: The Maasai Land that was to Run Forever](#)

Download PDF (size: 0.86 MB)  [Press Release](#)

[Lessons about history by twitter: two South Africans go head-to-head on slavery \(The Conversation\)](#)

[Roger Southall](#), *University of the Witwatersrand*

A recent [exchange on Twitter](#) between South African TV personality Sizwe Dhlomo and Western Cape Premier Helen Zille, is worthy of close examination because it raises important questions about how history is viewed, how debates unfold on social media and how South Africans deal with racism and diversity.

Initially, Dhlomo basically baited Zille by redirecting a tweet by the [King Centre](#) – an advocacy group set up in memory of [Martin Luther King](#) – which issued a blunt proclamation that:

There was nothing righteous, just or positive about the Transatlantic slave trade or slavery in America. Nothing.

Zille replied:

I agree, there was absolutely nothing positive about slavery or the slave trade. If you read the transformed (South African) history textbook... you will see the

acknowledgement that despite its many evils, colonialism helped end slavery in parts of Africa.

Dhlomo then responded:

You, like it or not, are a beneficiary of colonialism, albeit indirectly. Your biases, whether you're aware of them or not, make it unlikely for you to be able to accurately weigh up the negatives of colonialism versus the positives you speak of.

After asserting that the motive of colonialism was never to ultimately benefit the colonised (an assertion with which Zille agreed), he rounded off by posing the question whether or not there might have been alternative historical alternatives to colonialism:

Without colonialism, were the colonised nations doing well? Would they have continued to do so and develop at their own pace?

before providing his own answer:

I see no reason why the answer would be no.


Four points can usefully be made about all this. The first is about the limitations, and dangers, of engaging in serious debates on Twitter; the second is that reducing history to simple matters of right or wrong is fraught with risk; thirdly, the need to recognise that history can be contradictory; and finally that history, is and always has been, contested.

The inappropriateness of Twitter


Twitter is inappropriate for complex historical debates. There is just too much to be said in defence of any position – whether conservative, liberal or radical – for it to be reduced to exchanges of 280 characters or less. The process of assessing the motivations, dynamics and impacts of colonialism by scholars is both constant and continuous, and reducing historians' debates to trite summaries is dangerous.

This is not to say that the history should be the property of only the historians, and that ordinary people should keep out. History is, after all, actually as much about the present as the past. But we should beware of the misuse of history for political point-scoring.

Yet if Dhlomo may be considered as guilty of this, Zille has only herself to blame for setting herself up as a target by her initial [ill-advised tweet](#) on colonialism sent more than a year ago while she was in Singapore.

 **Helen Zille** @helenzille · 2h
For those claiming legacy of colonialism was ONLY negative, think of our independent judiciary, transport infrastructure, piped water etc.

↩ 561 ↻ 125 ❤ 80

 **Helen Zille** @helenzille · 2h
Would we have had a transition into specialised health care and medication without colonial influence? Just be honest please.

↩ 144 ↻ 52 ❤ 39

Just as Twitter can't encompass the complexity of historical debate, reducing history to matters of simply right or wrong, or good or bad, is similarly fraught with risks. This was [gloriously and famously illustrated by 1066 and All That](#), by WC Sellar and RJ Yeatman, published as long ago as 1930, which reduced English history to a hilarious parody of good and bad kings and queens.

The fundamental point is: history is almost always contradictory, moving in different directions at the same time.

It would seem that this is the major point that Zille wants to make in her various tweets and more extended comments about colonialism. She will claim that she is not defending colonialism, and the racism inherent in it, but pointing out that, like God, it moves in a mysterious way.

In her defence, we might reference debates about the origins of the “developmental state” in Southern Africa. Broadly, a number of radical scholars (by that I mean not conservative ones) have explored how settler colonialism fostered capitalism development. [Examples include](#) Bill Freund's “SA Developmental State of the 1940s”.

In South Africa, for example, the launch of parastatals – such as the power utility Eskom in the 1920s – fostered rapid growth and the creation of an Afrikaner bourgeoisie. In Marxian terminology, state policies helped develop the forces of production – but only for the benefit of white people in general, and Afrikaners in particular.

Would South Africa have industrialised as fast, or in a more beneficial way, without such a white-driven developmental state – as Dhlomo implies? Frankly, we don't know. Nonetheless, we must allow that counter-factual history, the exploring of possible alternative historical paths that might have been followed if A and B had not happened, is a legitimate line of enquiry. Yet it can never be a substitute for exploring what did happen.

History is always contested

While Zille should not be pilloried for indicating that history is contradictory, she needs to be far less slapdash in lauding what she perceives as the benefits of colonialism. Her exchange with Dhlomo on slavery offers a prime example.

Let's not be so politically correct that we have to deny the fundamental truth of Zille's proposition that the colonial intervention involved the attempted abolition as well as the promotion of slavery. However, the problem is not what she says but what she does *not* say. We need to ask, for instance, why and how the British chose to bring slavery to an end.

The “why” must necessarily refer to the heroic labours of the anti-slavery movement of the day. But it also needs to be pointed out that abolition featured slave-owners being compensated by the state, whereas the slaves themselves received nothing.

In addition, much of the compensation was redirected into investment in the then rapidly expanding railway system in Britain, thereby providing a direct boost to the development of capitalism and colonialism.

We might also want to remember that when the American Civil War broke out, Britain initially supported the South, as it wanted to avoid the disruption of slave-produced cotton to its textile mills in northern England.

In short, it’s all so much more complicated than any attempt to produce a historical balance sheet in which the good of colonialism may outweigh, or at least compensate for, some of its negative impacts. Historians of whatever stripe, and certainly not politicians, cannot be allowed to omit inconvenient facts.

Yet while Dhlomo may be granted as much space as he likes to explore and condemn the brutalities of slavery and colonialism, he cannot be allowed to argue, as he did, that Zille’s historical judgement is inherently flawed by the inherent biases which flow from her being “a beneficiary of colonialism, albeit indirectly”.

This is dangerous nonsense. For a start, it assumes there is such a thing as “correct” history. There is not. History is always contested.

More saliently, Dhlomo’s assertion is absurdly deterministic, implying that social background (in today’s South Africa, read “race”) dictates the capacity to “understand” history. This is rubbish. True, it is very likely that the social experiences of being black will provide some major comprehension of colonialism. But it does not follow that being white necessarily blocks such understanding.

If it did, then Marx’s thoughts on colonialism should themselves be deleted from the black reading list.

[Roger Southall](#), Professor of Sociology, [University of the Witwatersrand](#)

This article was originally published on [The Conversation](#). Read the [original article](#).

[Why it’s wrong to blame South Africa’s woes on Mandela’s compromises](#)



The flaws in the political settlement that ended apartheid need urgent attention. [Steven Friedman](#), [University of Johannesburg](#)

If he were alive today, [Nelson Mandela](#) would probably be puzzled to find that it has become popular among South Africans frustrated

with the pace of change to join former Zimbabwean president Robert Mugabe in [casting him as a villain](#).

The charge against Mandela, who became South Africa's first democratically elected President on May 10 [24 years ago](#), is that he let white South Africa off the hook by bargaining a deal which left the racial minority in [charge of the economy and society](#). His [reconciliation policy](#), it is claimed, made whites feel good but did little for blacks.

How justified is this? Should South Africans blame Mandela for the survival of [racial bias](#), [poverty](#) and [inequality](#)? Or does he remain an inspiration? The answer lies somewhere in between these two poles.

Before explaining why, it's as well to warn against the tendency to see apartheid's end as Mandela's work alone. As he never tired of pointing out, he was part of a [collective](#): key strategic roles were played by former president [Thabo Mbeki](#) and the country's current leader [Cyril Ramaphosa](#), among many others. This week 24 years ago saw the beginning of democratic government, not rule by one man.

Whether Mandela and his colleagues could have done better depends on what their critics think they should have done. If the answer is that they should have insisted on far more radical change, how were they to achieve this since the apartheid system was not defeated militarily? And how was the new order to feed its people if it frightened away the capital which remained in the white minority's hands?

Missed opportunity

Mandela's reconciliation message may have partly reflected his view of the world. But it was also a product of the African National Congress' (ANC) view then that the minority retained the power to destroy the new democracy and so a compromise with it was [essential](#).

This sometimes led to skewed priorities. Preventing a white backlash was at times taken more seriously than black opinion outside the ANC which was also not sure about the new order. But the ANC's view that apartheid could only be ended by a compromise was, essentially, accurate. Those who continue to complain that Mandela and his colleagues [settled](#) for far too little have never said credibly how it would have been possible to get much more.

Critics are right to insist that something was missing from the settlement which made Mandela president. But the problem is not that there was too much compromise; it was that there was not enough.

The compromise which produced 1994 concentrated on changing the political order so that everyone became a citizen with equal rights. That was essential. But it left untouched an economy, society and culture which, like the political system, worked only for the few. The political bargain should have been followed by a similar negotiation on opening up the economy. It should also have tackled the biases in the places where ideas and knowledge are produced – schools and universities, for example, and those in the wider society where inherited privilege in access to health care,

transport and other essentials have limited the effects of the political changes Mandela and others achieved.

This was a missed opportunity because the years leading up to the settlement which produced the 1994 democratic government saw parallel negotiation on the economy, social issues and [education and culture](#). This could have set the stage for a bargain on change in these areas but the opportunity was ignored. This has produced the bitterness that sees Mandela as a problem, not a solution.

This flaw needs urgent attention. Unless it is addressed, South Africa will remain what it is today: angry and fractured, still trapped in many of the chains which apartheid created. Mandela and those who worked with him hoped for more – a society in which the old barriers would break down, not one in which they remain, although on new foundations. What they hoped for has not been achieved partly because they failed to find a strategy for addressing the ills apartheid created.

Building a new society

But the new society for which they hoped will not be created unless the values which they championed at the time are revived. The message that South Africans share a common humanity is not a sham. It is essential in a society which remains deeply divided. It does not mean ignoring inequalities: it makes it essential that they are tackled, but in a way which recognises what people hold in common.

The spirit of self-sacrifice and service which prompted Mandela and others to fight apartheid and seek to build a new society is equally essential in a country in which how much you own is valued more than how much you contribute, one of the many causes of corruption which continues to scar the country.

The deal over which Mandela presided was not enough to build a workable future. But the values he and those with whom he worked endorsed will need to play a core role if that future is to become reality.

[Steven Friedman](#), Professor of Political Studies, [University of Johannesburg](#)

This article was originally published on [The Conversation](#). Read the [original article](#).

VU POUR VOUS

Représentation: Le Jardin, pièce de Malène Daquin



Un cadre familial pour une représentation de qualité

Nous avons eu l'honneur d'être invités par des amis Baha'is à une représentation théâtrale, ce 9 mai '18, dans un cadre familial et chaleureux, suivie par un échange entre les deux actrices et le public. Les actrices sont Malène Daquin qui a écrit et mis en scène la pièce et Sabra Forest, qui, à la lecture du script de cette pièce a été immédiatement touchée et acceptée de la jouer.



Moment d'échange

Nous tenons aussi à remercier la famille pour cet accueil.. et les délicieux rafraîchissements et en-cas qui ont suivi cet après-midi inoubliable!

La petite équipe, venue de Lyon, avait offert plusieurs représentations en Belgique, en appartements ou dans des salles plus grandes, comme la veille au théâtre La Ruche de Charleroi.

La pièce, écrite, mise en scène et jouée par Malène Daquin à partir des souvenirs de Bahiyyih Khanum et Tuba Khanum rapportés par Sara Blomfield dans son livre «Chemin Choisi », relate le parcours d'une famille, entre exils et emprisonnements, qui fait écho aujourd'hui au sort des migrants et des réfugiés.

« En faisant la lessive, en cousant, au milieu des draps qui sèchent, avec complicité, les deux femmes se racontent leurs souvenirs du grand-père de Tuba avec lequel elles ont partagé aussi bien des moments de joie que de peine.



Malène Daquin et Sabra Forest

Elles passent du rire aux larmes et inversement et nous font découvrir un jardin plein de fleurs et d'arbres aux odeurs et couleurs délicieuses, apportés d'orient et d'occident et qui se trouve juste à côté du désert. Tuba aimait venir y faire des pique niques avec son grand-père, Baha'u'llah, né en 1817, fondateur de la religion bahaie, prisonnier à St Jean d'Acre où le shah croyait pouvoir se débarrasser définitivement de celui qui s'opposait au fanatisme religieux, décrétait l'égalité des sexes, prônait l'amitié entre toutes les religions et la coopération, l'unité entre tous les peuples du monde, citoyens d'un même pays, la Terre... » [Extrait du [Dossier de presse \(pdf, 15p.\)](#), sur le site [bahai-chambery.fr](#)]

Si cette pièce est jouée près de chez vous, ne la manquez pas!

LU POUR VOUS

Musulmans & non-musulmans. Rencontres et expériences inédites (Compte-rendu)



Laila AMAHJOUR, Vanessa DELLA PIANA et Véronique HERMAN, *Musulmans & non-musulmans. Rencontres et expériences inédites. Préface de Felice DASSETTO*. Edit. CEFOC, Namur décembre 2015, p. 123.

Ce petit ouvrage raconte un certain nombre de relations entre musulmans et non-musulmans dans le cadre des changements profonds qui marquent la société multiculturelle d'aujourd'hui. Il s'agit d'activités et d'expériences de rencontres, vécues et menées par le Cefoc (Centre de formation Cardijn) et "Sagesse au Quotidien" (Association de femmes musulmanes). Ces deux associations belges travaillent déjà ensemble depuis plus de cinq années et veulent, par la formation qu'elles donnent, contribuer à construire "une société nouvelle, qui cherche la voie d'une cohabitation et qui réinvente des modes de vie commune au sein des grands bouleversements que l'on ne voit pas toujours, tant que nous y sommes immergés", écrit le Prof.

Felice Dassetto dans la Préface (p. 11).

Ces rencontres analysent les possibilités, les difficultés, les questionnements et les cheminements au sein de ces groupes de formation en éducation permanente, et essaient ainsi de relever les défis contemporains, que posent aujourd'hui le vivre-ensemble réciproque et la cohésion sociale. Les échanges, les critiques et les autocritiques, accomplis dans le respect de l'autre et la confiance mutuelle, demandent aux participants un grand travail sur soi, mais c'est, sans doute, la seule voie pour dépasser les controverses et arriver à une société interculturelle faite d'une cohabitation plus juste et plus fraternelle. C'est ensemble que ces hommes et ces femmes sont appelés à bâtir la société de demain.

Chacun des chapitres du texte s'ouvre sur des récits d'expériences, qui mettent en évidence des sources de tensions dans les rapports entre musulmans et non-musulmans. Ces tensions sont ensuite analysées et suivies par une réflexion ancrée dans le concret et le vécu de ces débats et enrichies par des apports plus théoriques.

Plusieurs sujets sont abordés. Ainsi le premier chapitre traite les questions de sens et de spiritualité. On part d'un photolangage sur les convictions . On discute sur les rites de prière quotidienne. On regarde un film sur le sens de la mort au Japon et ses rites. Enfin, on se rend ensemble en visite d'une mosquée et d'une église.

Le deuxième chapitre explore la tension entre un regard réducteur et un regard qui prend en compte la complexité et s'ouvre à autrui. Ainsi on échange sur le voile islamique, sur la sécularisation et l'identité de la personne.

Le troisième chapitre s'attarde sur la tension, dans la prise en compte du vivre-ensemble, entre un modèle communautariste et une approche interculturelle. On analyse ainsi deux projets interculturels : un repas commun, projet qui provoque l'enthousiasme, mais quand il s'agit de décider si on va servir oui ou non du vin à table, on est loin d'une réponse commune (problème des interdits alimentaires); puis le projet d'une journée de réflexion et de débat sur le vivre-ensemble dans une commune.

Le dernier chapitre - en guise de conclusion - propose une série de réflexions quant à la manière d'aborder les défis et les conflits qui émergent dans les contacts et les rencontres entre musulmans et non-musulmans. En effet, la conflictualité est au cœur de ces démarches.

Les formateurs concluent : *"Depuis une cinquantaine d'années, la présence numérique significative de l'islam dans l'espace européen et belge engendre de nouvelles relations entre les individus de culture et de religion musulmane et d'autres issus de l'histoire européenne plus ancienne. Il s'agit d'une nouveauté importante, pour les uns comme pour les autres"* (p. 104). Il n'est pas étonnant que cette "nouveauté historique majeure" engendre frottements, tâtonnements et contradictions.

D'une part, on constate que des processus d'insertion, d'intégration et de mixité sont en cours, et c'est heureux et nécessaire. Mais d'autre part, il faut reconnaître que les dernières années une multitude d'éléments ont perturbé cette évolution, aussi bien du côté de l'islam que du côté de la mentalité et de la politique dans les pays européens. Ainsi l'islam est de plus en plus présenté comme un problème, une menace, engendrant l'angoisse et la peur.

Il faut, pourtant, résister absolument à l'affolement, à la peur et à l'exclusion réciproque. Il faut continuer à se rencontrer, à s'écouter et à travailler ensemble, car, individu ou peuple, on se construit avant tout par métissage.

L'étude se termine par un appel aux religions et aux associations pour qu'elles continuent à prendre des initiatives concrètes d'action commune s'adressant à l'ensemble de la société civile, pluraliste et sécularisée. et qu'elles cherchent à stimuler les consciences pour aller ensemble de l'avant et briser la défiance et la méfiance mutuelles. Entre-temps, dans le bouillonnement actuel, ces petits groupes de formation sont déjà comme des laboratoires d'un avenir meilleur.

Hugo Mertens.

INVITATIONS - ÉVÉNEMENTS

Veillez cliquer sur les liens pour plus de détails ou le programmes complet

Jusqu'au 29 juillet : France : Institut des cultures d'islam (Paris 18^e) : [«Bagdad mon amour»](#) : [l'exposition-hommage des artistes irakiens à leur patrimoine \(Saphir News\)](#)

17 mai : BePAX : – Formation : « Déconstruire les théories du complot ». Afin d'outiller les acteurs éducatifs et en vue d'accompagner les jeunes dans la connaissance et le décryptage du conspirationnisme, BePax vous propose une formation qui vise à déconstruire les discours complotistes. [lire la suite](#)

17 mai : [Invit.: Quel dialogue islamo-chrétien en Palestine ? par le P. Ibrahim Shomali : 17 mai à Louvain-la-Neuve](#)

22 mai : BePAX :– Session de travail : « Plan d'action interfédéral contre le racisme ». La Coalition pour un plan interfédéral contre le racisme vous invite pour une session de travail à la Chambre, au sujet du développement d'un plan d'action interfédéral contre le racisme. En effet, il y a 17 ans, à Durban, la Belgique s'est engagée auprès de l'ONU à élaborer un plan d'action interfédéral. En 2018, ce plan n'existe toujours pas. [lire la suite](#)

22 mai : [Ciné-débat autour du film « Western » de Valeska Griesbach, BXL, 22 mai](#)

28 mai : EL KALIMA : **soirée 5-5 (amitié-connaissance-prière)** aura lieu le lundi 28 mai sur la thématique des versets douloureux. Pour plus d'infos, merci de nous contacter.

29 mai : à 20h15: Eugénio Boleo et Mark Butaye: *Le silence de Dieu : oui ou non ?* ([Forum Renaissance \(Bruxelles\)](#))

29 mai : BePAX – Colloque : « Racisme & Homophobie : une mécanique similaire ? ». Non, nous ne sommes pas tous égaux ! Les différents rapports d'oppression et de domination qui traversent notre société ont pour conséquence l'infériorisation, la marginalisation ou la discrimination de certains individus sur base d'une identité à laquelle on les réduit. Le racisme et l'homophobie sont deux de ces rapports de domination. [lire la suite](#)

4 juin : Vous désirez investir un peu de votre temps pour le centre El Kalima ou vous informer davantage sur nos actions? Rejoignez-nous lors de notre **Assemblée générale le lundi 4 juin à 19h**. Merci de prévenir de votre venue à info@elkalima.be

16, 17 et 18 novembre : Cette année, **le centre El Kalima fête ses 40 ans**. Nous vous préparons trois journées à ne pas manquer les 16, 17 et 18 novembre en ouverture de la Semaine de Rencontre Islamo-Chrétienne. À vos agendas!

[Maroc: Cours d'été d'islamologie](#)

AUTRES ARTICLES DE LA SEMAINE SUR ARCRE.ORG

- [Jordanie: Seminar “Religions and the Dignity of Life » concludes, statement issued \(texte & traduction complète\)](#)
- [Congo-Brazza: les évêques critiquent sévèrement la gestion du pays \(La Croix Africa\)](#)
- [France: dates du Ramadan 1438 \(2018\)](#)
- [‘Avoid persecution-of-Christians label,’ says Syria expert](#)
- [Afrique du Sud: l’Église condamne l’attaque d’une mosquée de Durban](#)
- [Conviction, Sentencing of Christian in Algeria ‘Ridiculous,’ Attorney Says](#)
- [Marche pacifique à Tunis pour soutenir les droits des immigrés étrangers en Tunisie \(Maghreb Emergent\)](#)
- [Dispersing refugees around a country puts them at an immediate disadvantage – why this matters for integration](#)
- [Rome’s Flaminian Obelisk: an epic journey from divine Egyptian symbol to tourist attraction \(The Conversation\)](#)
- [Parents are pulling children from RE lessons – so they don’t learn about Islam](#)
- [Altab Ali: Bangladeshis in east London reflect on legacy of a racist murder \(The Conversation\)](#)